

# STATEMENT DISCOURS

MINISTER  
FOR  
EXTERNAL  
RELATIONS.

MINISTRE  
DES  
RELATIONS  
EXTÉRIEURES.



85/11

NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE L'HONORABLE MONIQUE VÉZINA,  
MINISTRE DES RELATIONS  
EXTÉRIEURES, À L'OCCASION  
DE LA CONFÉRENCE DES  
NATIONS UNIES SUR LA  
SITUATION CRITIQUE EN AFRIQUE

GENÈVE

LE 11 MARS 1985.

Monsieur le Secrétaire général, distingués délégués, excellences, mesdames et messieurs.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui dans une atmosphère d'urgence, de crise et de nécessité d'agir. Et avec raison. Il ne saurait être question d'attendre plus longtemps, de multiplier les études, ou de poursuivre notre réflexion. Toutes les nations du monde, que nous représentons ici, partagent la même préoccupation et ont le même objectif humanitaire: mettre un terme à la souffrance intolérable et à la mort de millions d'Africains. L'année 1985 doit être une année d'action en Afrique.

La famine en Afrique est une tragédie sans précédent au vingtième siècle. L'ampleur de son incidence sur la population africaine, sur nos semblables, est inimaginable et dépasse l'entendement. Le document préparé par le Bureau des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence en Afrique confirme les images de désespoir que nous avons vues à la télévision. Plus de 150 millions de personnes réparties dans 20 pays font face à de graves pénuries alimentaires. La semaine dernière, vous-même, Monsieur le Secrétaire général, avez rappelé lors de votre visite au Canada que quelque 30 millions de personnes risquaient de mourir de faim. Des millions d'autres sont obligées d'abandonner leurs terres ancestrales. Mais les chiffres ne peuvent traduire toute l'horreur de la situation. C'est l'enfant, le fils, la fille, la mère ou le père d'un de nos semblables qui meurt chaque fois. Chaque mort est une perte humaine incalculable. Chaque mort transperce le cœur et la conscience de l'homme. Comment de telles choses sont-elles possibles en 1985?

Chose certaine, la crise actuelle est enracinée dans un ensemble complexe de tendances négatives et ne peut être dénouée facilement. La pire sécheresse depuis un siècle, la dégradation de l'environnement, des politiques nationales et internationales inadéquates et l'accroissement rapide de la population sont tous des facteurs qui expliquent la pénurie alimentaire de l'Afrique sub-saharienne. Ils empêchent cette région de se suffire à elle-même sur le plan alimentaire. Les conflits régionaux et la guerre civile ont également entraîné la destruction et la dislocation des économies nationales. Ces tendances, conjuguées à une récession internationale caractérisée par la chute des prix des denrées, le relèvement des taux d'intérêt, la hausse des prix de l'énergie et l'inflation, ont abouti à la situation tragique à laquelle nous faisons face aujourd'hui.

Monsieur le Président,

Je suis ici aujourd'hui pour réaffirmer les liens humains qui existent entre le peuple canadien et les peuples africains, et pour réitérer le soutien qu'accorde le Gouvernement du Canada à l'effort historique que vous dirigez en vue d'une action internationale concertée pour répondre aux besoins urgents de l'Afrique.

Les Canadiens et leur gouvernement sont profondément conscients des cruelles souffrances qui affligent des millions d'Africains. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, et moi-même sommes allés en Ethiopie pour constater sur place ce qu'il fallait faire. Le coordonnateur canadien des secours d'urgence en Afrique, M. David MacDonald ici présent avec ma délégation, est depuis retourné en Ethiopie et s'est rendu en Mauritanie, au Mali et au Niger pour tenter de comprendre la situation au Sahel. Il vient tout juste de rentrer du Soudan. M. MacDonald présentera au gouvernement dans les jours qui viennent un rapport sur la crise en Afrique. Ce rapport sera étudié immédiatement par le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale de la Chambre des Communes dont le président, le docteur William Winegard participe aujourd'hui à la conférence comme membre de ma délégation. Ces missions, votre récente visite à Ottawa, Monsieur le Président, de même que celle de votre directeur des opérations d'urgence en Afrique, M. Prad Morse, ont permis de sensibiliser encore davantage la population canadienne et le gouvernement sur la situation de famine en Afrique.

Le Premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, m'a priée de vous faire part de notre solidarité avec les peuples africains et leurs gouvernements dans ces moments difficiles. Le Canada a toujours eu des liens solides et nombreux avec les pays africains depuis leur accession à l'indépendance; des années de coopération mutuelle au développement et la croyance en des valeurs communes ont permis de les resserrer. Le gouvernement canadien ne peut que réitérer sa volonté inébranlable de travailler en harmonie avec la communauté internationale à relever le défi de l'heure.

Monsieur le Président,

Malgré toute l'ampleur de la crise, malgré le défi intimidant à relever, nous ne pouvons ni ne devons nous laisser envahir par le désespoir et le défaitisme. Les

solutions ne sont ni ne seront faciles. Dans l'immédiat, notre principal objectif est de sauver des vies, mais nous devons trouver des solutions durables dans le long terme. Dans un cas comme dans l'autre, nous devons faire montre de la volonté nécessaire pour venir à bout de défi. Il nous faut continuer à prendre les mesures nécessaires pour répondre à la situation d'urgence à laquelle nous faisons face. Nous devons améliorer la coordination de l'aide parmi les agences multilatérales et les donateurs bilatéraux. Les nations africaines devraient aussi accorder davantage d'importance aux opérations de secours et à la mobilisation de leurs propres ressources pour le développement.

Dans le désespoir de l'immédiat, le Canada trouve des raisons d'espérer. Notre but est de faire grandir cet espoir en faisant preuve de détermination.

Le Canada est d'abord et avant tout encouragé par la volonté et la détermination de la communauté internationale de faire front commun pour vaincre la famine en Afrique. A cet égard, le Canada félicite le Secrétaire général pour son leadership. En raison de son caractère universel, de son leadership moral et de la variété de ses activités organisationnelles, l'Organisation des Nations Unies a un rôle de premier plan à jouer pour orchestrer l'intervention de la communauté internationale. Il est essentiel que l'effort humanitaire puisse transcender la diversité de systèmes politiques, économiques, et sociaux. Grâce à des mesures imaginatives et vigoureuses, le Secrétaire général a fait de l'Organisation des Nations Unies l'un des principaux instigateurs des efforts déployés pour sauver des vies en Afrique. En outre, il a assuré une meilleure coordination des divers éléments du système onusien. Il a jeté les bases d'une analyse, d'une planification et d'une organisation améliorées des secours d'urgence et s'est dépensé sans compter pour sensibiliser la communauté internationale aux besoins de l'Afrique. Ces efforts sont un témoignage vivant du dynamisme de l'Organisation des Nations Unies, qui célèbre cette année son 40e anniversaire.

Nous félicitons le nouveau Bureau des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence, placé sous la direction éclairée de M. Bradford Morse, pour la rapidité et la détermination avec lesquelles il a établi sa présence en tant que principal coordonnateur de l'aide internationale. A notre avis, le document d'évaluation qu'il a préparé et la présente conférence constituent des armes utiles dans notre lutte contre la famine. Il nous donne tout au moins une idée précise de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire. Le

Canada a l'intention de continuer à travailler en étroite collaboration avec le Bureau afin d'améliorer la coordination de l'aide. Nous avons versé des subventions au Programme alimentaire mondiale et au Programme des Nations Unies pour le développement au titre de la coordination des secours sur le terrain. Nous restons fermement convaincus que la coordination est le meilleur moyen d'optimiser l'efficacité de l'aide.

Monsieur le Président,

Le Canada est également encouragé par le désir des nations africaines de trouver elles-mêmes des solutions à la famine. Elles ont reconnu qu'elles étaient responsables au premier chef de leur propre développement et elles ont courageusement accepté de se charger de la lourde tâche de s'attaquer au désastre dans toute son ampleur. Nous félicitons l'Organisation de l'unité africaine pour avoir créé un Fonds spécial de secours d'urgence pour la sécheresse et la famine en Afrique. Nous nous réjouissons de l'adoption de la Déclaration sur l'Afrique au cours de la dernière Assemblée générale. Nous sommes encouragés par le réalisme manifesté lors de la récente réunion de la 41<sup>ème</sup> session du Conseil de ministres de l'CUA tenue à Addis Abéba. Les dirigeants africains reconnaissent de plus en plus que les solutions à la famine doivent être perçues dans une perspective aussi bien à court qu'à long termes et que l'ajustement des politiques nationales inefficaces ou inappropriées est tout aussi nécessaire que la prestation d'une aide financière accrue.

Dans cette lutte commune contre la famine, le Canada demande aux Africains de prendre d'autres mesures indispensables. Nous invitons urgemment toutes les parties engagées dans un conflit interne à faire le nécessaire pour que l'aide puisse parvenir aux victimes. Et nous demandons instamment que soient réouvertes les frontières de sorte que l'aide essentielle puisse être acheminée aux pays voisins touchés par la crise.

Enfin, Monsieur le Président, le Canada est encouragé par la réponse du citoyen ordinaire qui a entendu les cris d'aide de son voisin dans ce village planétaire. En cette Année internationale de la jeunesse, il vaut la peine de mentionner combien les jeunes ont contribué à secourir les victimes de la famine, en recueillant des fonds ou en encourageant l'enregistrement de disques pour venir en aide à ces gens. Le Canada croit que des efforts particuliers doivent être déployés pour encourager et favoriser cette

généreuse offre d'assistance de la part des individus et des groupes. Il faut reconnaître que tous les gouvernements sont confrontés à des restrictions budgétaires et qu'ils ne peuvent tout faire. Le dynamisme du secteur privé et les contributions bénévoles des organisations non gouvernementales, des communautés, des groupes et des individus doivent être reconnus et mis à contribution.

Monsieur le Président,

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur ce que le Canada a fait et entend faire. Je suis heureuse de pouvoir dire que le message que les Canadiens et leur gouvernement veulent faire passer est clair. Nous voulons vivre dans un monde communautaire dans lequel chacun se sent responsable de ses voisins. En novembre, notre gouvernement a pris l'initiative inhabituelle de nommer un Coordonnateur des secours à l'Afrique pour faciliter la mobilisation de l'aide offerte par les groupes, les individus et les communautés. Plus de 500 000 Canadiens de tous les âges, de toutes conditions sociales, des deux sexes et de toutes les régions du pays, y compris des membres des communautés de l'Arctique, ont montré leur préoccupation et leur compassion en donnant plus de 25 millions de dollars en secours à l'Ethiopie et à l'Afrique. Le gouvernement a contribué un autre 65 millions aux secours d'urgence par le biais d'un Fonds spécial d'urgence. Ces contributions viennent s'ajouter aux 150 millions de dollars en aide alimentaire versés de diverses manières - aide bilatérale et multilatérale, et CNG - ainsi qu'aux 18 millions de dollars en aide humanitaire affectés à l'Afrique l'an dernier.

Le Canada reconnaît que la toute première priorité est de sauver des vies, mais croit aussi qu'il est essentiel de poursuivre et d'intensifier nos efforts pour un développement à long terme. La réponse canadienne à la crise africaine va continuer de tenir compte de ces deux préoccupations fondamentales. Permettez-moi de vous indiquer plus précisément ce que le Canada se propose de faire.

Au regard des besoins les plus immédiats de secours, une somme de \$165 millions de dollars en aide alimentaire sera consacrée par voies bilatérale et multilatérale aux pays africains affectés par la sécheresse. Ceci devrait permettre la fourniture de plus de 400,000 tonnes de céréales. Une somme additionnelle de \$18 millions de dollars environ sera accordée pour des secours d'urgence non-alimentaires.

Sur le plan du développement, 40% des sommes

consacrées à l'assistance bilatérale au développement est destiné à l'Afrique, soit environ \$330 million de dollars au cours de l'année qui vient. A ces contributions s'ajoute une allocation de \$245 millions de dollars faite via les institutions internationales de coopération technique et financière. Plus de \$120 millions de dollars seront également accordés au soutien des programmes des agences non-gouvernementales, des instituts de recherche et aux autres voies d'assistance au développement.

Dans l'ensemble, donc, le Canada consacrera à l'Afrique au cours de l'année fiscale canadienne qui commencera dans trois semaines, plus de \$250 millions de dollars en secours d'urgence et en aide au développement. Ceci représente une contribution canadienne de plus de \$30 dollars per capita.

Le Canada a également annoncé une contribution de ICC millions de dollars au fonds spécial de la Banque mondiale destiné à Afrique sub-saharienne, lequel vise une réforme du cadre politique et institutionnel. Cette contribution spéciale souligne notre ferme conviction que les pays africains doivent se doter de politiques appropriées favorisant la croissance économique et la production comme condition préalable d'un développement sur le long terme. Nous rencontrerons cette semaine nos partenaires au sein du Comité d'aide au développement de l'CCDE et, au printemps, au sein de l'ECCSOC pour tenter de concentrer plus efficacement nos efforts en vue de s'attaquer à ces problèmes dans une perspective à plus long terme.

Monsieur le Président,

L'ampleur de la crise pose un défi aux valeurs humaines que nous chérissons, ainsi qu'aux institutions politiques et économiques que nous partageons, y compris l'ensemble du système onusien.

Lorsque des gens meurent de faim, aucun pays, aucune institution n'a le droit de se tenir à l'écart. Le Canada continuera de déployer des efforts concertés pour faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies relève le défi de plein-pied. Nous incitons tous à fournir leur plein appui à cette tâche.